

Transcription de l'interview de René Steichen (Sanem, 2 juin 2010)

Table des matières

1. Pierre Werner, homme d'État.....	1
2. La relance de la politique de recherche au Luxembourg.....	7
3. La réforme de l'agriculture luxembourgeoise (1984-1992).....	9
4. L'action de René Steichen à la Commission européenne (1992-1995).....	11
5. La création de la Société européenne des satellites et la diversification de l'économie luxembourgeoise.....	15
6. Le rôle du Luxembourg dans la construction européenne.....	20

1. Pierre Werner, homme d'État

[Elena Danescu] En ce 2 juin 2010, nous avons le plaisir d'accueillir monsieur René Steichen, qui nous fera l'honneur de nous livrer son témoignage par rapport à la personnalité et aux aboutissements de Pierre Werner dans la construction européenne, mais également sur divers moments forts dans la construction européenne, à laquelle lui-même ainsi que le Grand-Duché de Luxembourg ont contribué grandement. Permettez-moi tout d'abord d'évoquer quelques éléments-clés de votre carrière. Vous êtes juriste de formation, vous devenez bourgmestre de la ville de Diekirch en 1974. En 1979, vous êtes élu député à la Chambre des Députés, et en 1984, vous intégrez le gouvernement à titre de secrétaire d'État à l'Agriculture et à la Viticulture. Un mandat plus tard, en 1989, vous devenez ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, et également ministre délégué aux Affaires culturelles et à la recherche scientifique. En 1992, vous devenez membre de la Commission européenne en charge de l'agriculture et du développement rural, et à la fin de ce mandat en 1995, vous revenez au Luxembourg pour devenir directeur de la Société Européenne des Satellites. Actuellement, et ce depuis 1996, vous êtes président du conseil d'administration de la Société Européenne des Satellites Astra S.A. Si on se rapporte à la période du début de vos fonctions publiques, c'est-à-dire 1974, j'aimerais commencer avec la première question. Quand et dans quelles circonstances avez-vous rencontré Pierre Werner pour la première fois?

[René Steichen] Je ne m'en souviens pas très bien, mais en fait, Pierre Werner était un ami de la famille. Donc je crois que mon père et lui se connaissaient depuis l'époque où ils étaient étudiants et il arrivait que Pierre Werner vienne à la maison. Je me souviens, je crois que la première fois que je l'ai vu, c'était à un barbecue dans la maison de campagne de mes parents. Je devais avoir – je ne sais pas – vingt ans. Donc c'est depuis cette époque-là que je connais Pierre Werner.

[Elena Danescu] Quels souvenirs gardez-vous de cette première rencontre?

[René Steichen] Mais je me souviens que c'était un homme très affable. Donc il était pareil aux autres invités, donc c'est égal, je ne peux pas dire qu'il m'ait fait une impression d'homme d'État ou de je ne sais quoi, donc c'était un homme comme les autres qui était là.

[Elena Danescu] Quand avez-vous pris conscience de sa stature d'homme d'État?

[René Steichen] Depuis, disons, à la fin de mes études, je dirais. À l'époque, j'ai eu le diplôme de Sciences Po à Paris, et là, déjà, il était question de Pierre Werner et de son rôle dans le devenir de l'Europe monétaire surtout.

[Elena Danescu] Avez-vous connaissance ou avez-vous des échos personnels ou des échos des milieux que vous fréquentez à l'époque de la présidence que Pierre Werner a exercée au sein de ce groupe ad hoc qui a élaboré le plan d'une Union économique et monétaire par étapes?

[René Steichen] Il a été désigné comme président en 1970. Non, plus tôt?

[Elena Danescu] Début 1970, en mars 1970, suite à la décision du sommet de La Haye, de décembre 1969.

[René Steichen] Je n'ai pas de connaissances précises, ou plutôt de réminiscences précises au sujet de cette désignation de Pierre Werner comme président, mais je sais que c'était sur une initiative commune de Helmut Schmidt et de Giscard d'Estaing à l'époque. Et je sais également que cette nomination a ajouté beaucoup au prestige de Pierre Werner ici dans le pays. Je crois que... quoique les gens ne connaissent pas forcément, n'aient pas forcément des connaissances en matière monétaire, mais je crois que ça avait été quand même un témoignage d'appréciation de sa personne qu'on le désigne à la tête de ce groupe.

D'ailleurs, je dirais, je me rappelle à l'époque, lorsqu'il avait eu quatre-vingts ans, il y avait eu une fête ici à Luxembourg; il y avait tous les fonctionnaires ou les hauts fonctionnaires, il y avait Giscard d'Estaing, il y avait – comment il s'appelle – le baron belge, Lamfalussy, je crois, oui, Lamfalussy, il y avait le président de la Bundesbank, il y avait beaucoup d'économistes et de gens de la finance qui étaient venus à cet anniversaire, ce qui dénote qu'il avait un prestige certain de ce côté-là... à l'étranger.

[Elena Danescu] Le président de la Bundesbank de l'époque, Hans Tietmeyer, fut également membre de sa commission. Donc ils avaient travaillé ensemble.

[Elena Danescu] En 1974, vous devenez bourgmestre de la ville de Diekirch, mandat que vous exercez pendant une décennie. Et c'est la même année, après 15 ans à la tête de l'exécutif que Pierre Werner quitte le pouvoir. Il est élu député et chef du groupe parlementaire chrétien-social à la Chambre. Avez-vous souvenir de ce que cette période d'opposition a changé en la personnalité et en la façon d'agir de Pierre Werner?

[René Steichen] En fait, les législatives avaient lieu normalement en juin, en 1974 – moi je suis devenu bourgmestre seulement en novembre 1974, donc six mois plus tard – je me souviens de

l'émission de télévision qu'il y a eu après les élections, et là j'étais, je dois dire, un peu choqué par le fait qu'il y ait quelqu'un d'autre que lui qui ait parlé d'opposition. C'était en fait, c'était l'abbé Heiderscheid qui a pratiquement pris non pas la décision, mais qui a anticipé la décision de rallier l'opposition. Donc là, ça m'avait choqué en ce sens que le clergé avait une très grande influence sur les événements, en fait, qui ont eu lieu. Je crois que la chose normale aurait été qu'après les élections, c'est le parti qui délibère sur cette question de savoir si on allait faire partie de l'opposition ou non. Donc, moi, je n'étais pas député à l'époque, mais en fait, d'après les contacts que j'ai eus à l'époque, et d'après les racontars qu'il y a eus, Pierre Werner, dans l'opposition, est devenu plus près, donc il était plus..., comment dire, c'était un homme qui avait plus de contacts avec les gens qu'avant. Mais je crois que c'était normal, en ce sens qu'il avait été, je crois qu'il avait été Premier ministre pendant quinze ans et qu'après une aussi longue période, il y ait une certaine sclérose, donc qu'il n'ait pas eu le contact qu'il aurait fallu avec les électeurs et tout ça. Donc, je crois qu'effectivement, pendant l'opposition, cela a changé chez lui et qu'il est devenu plus palpable, disons.

[Elena Danescu] Au niveau des relations amicales avec votre famille que vous avez citée tout à l'heure, ça s'est poursuivi pendant cette période?

[René Steichen] Oui, là il n'y a pas eu de changement. Donc ça c'était..., oui.

[Elena Danescu] Vous-même, vous étiez à l'époque déjà membre du Parti chrétien-social?

[René Steichen] Oui, j'étais membre du Parti chrétien-social. Je crois que c'était depuis – attendez voir – depuis 68, je crois. J'ai été élu au Conseil municipal, et comme vous l'avez dit, en 74 je suis devenu bourgmestre parce qu'il y a eu la démission du bourgmestre [actuel] de l'époque, et puis on m'a proposé de devenir bourgmestre. Donc, moi j'étais membre du Parti depuis l'époque où..., avant que je n'aie été élu au Conseil municipal, donc c'était en 68. J'ai été également, après l'entrée du Parti chrétien-social, dans l'opposition, je crois que c'était cette année-là, j'ai été élu – ou une année plus tard – j'ai été élu président des Jeunesses chrétiennes-sociales, et c'est là que j'ai eu plus de contacts avec les dirigeants du Parti, puisque j'étais membre d'office du Comité national, en tant que président des jeunes du Parti chrétien-social.

[Elena Danescu] Et comment cet échec électoral de 1974 a été perçu par les militants du Parti?

[René Steichen] Ça a été un choc pour eux également, puisque depuis l'après-guerre, le Parti chrétien-social avait toujours été membre de la coalition gouvernementale. Donc, évidemment, et puis, nous en tant que jeunes chrétiens-sociaux, on travaillait beaucoup, comment dire, avec les autres gens du Parti, évidemment, à repolir l'image du parti.

[Elena Danescu] Ça, ça a réussi puisque cinq ans après, le parti revient au pouvoir.

[René Steichen] Oui, je me souviens qu'on avait en 1979, lors des prochaines élections, on avait, en

tant que jeunesse chrétienne-sociale, on avait fait une campagne un peu à part, en soulignant l'élément jeune du parti. Donc le renouveau et tout ça. Donc c'était en quelque sorte normal qu'on joue sur cet aspect des choses.

[Elena Danescu] En 1979, le parti sort gagnant des élections. Vous-même, vous êtes élu député à la Chambre. Quels étaient les dossiers les plus brûlants que vous avez attaqués dans votre premier mandat de député?

[René Steichen] Moi, j'ai été élu à cette législature, j'ai été élu président de la commission agricole à la Chambre. Ce qui fait probablement également que par après j'ai hérité de ce portefeuille. Ça, c'est en quelque sorte une... moi, je n'étais pas prédisposé à faire de l'agriculture puisque j'étais avocat, mais c'était un peu une affinité avec ma circonscription électorale; donc, dans le nord, il y avait plus d'agriculteurs et c'est pour ça qu'on m'a demandé de m'occuper de ce volet de la politique.

[Elena Danescu] Permettez-moi, avant de survoler ces deux mandats ministériels que vous avez exercés, de cibler un peu le moment de décembre 83 et le moment où au congrès national du Parti chrétien-social Pierre Werner annonce son retrait de la vie politique et le fait qu'aux élections suivantes, en juin 84, il ne se présentera plus sur les listes du parti. Avez-vous souvenir de ce que cette annonce a provoqué à l'époque au sein du parti et dans la société luxembourgeoise?

[René Steichen] C'était effectivement un moment où..., c'était une surprise effectivement que Pierre Werner..., mais moi je savais en quelque sorte qu'il avait des problèmes à rester Premier ministre, parce que sa femme était très malade.

[Elena Danescu] Donc c'est un choix personnel.

[René Steichen] Oui. À mon avis, c'était un choix personnel, parce qu'il croyait qu'il devait rester plus près de son épouse à ce moment très difficile de leur union. Mais d'un autre côté, Pierre Werner avait à l'époque, il avait quand même plus de..., je ne sais plus quel âge.

[Elena Danescu] Soixante-cinq ans.

[René Steichen] Non, plus de soixante-cinq...

[Elena Danescu] En 1913...

[René Steichen] Donc il avait plus de 70 ans.

[Elena Danescu] Oui.

[René Steichen] Donc, c'était également une question d'âge peut-être, et puisqu'il savait d'un autre côté que sa succession était assurée, donc là il n'y avait pas de discussions sur son successeur. Donc il croyait qu'il devait y en avoir, mais je crois qu'en 79, effectivement il est devenu de nouveau Premier ministre, parce que c'était en quelque sorte une revanche, une satisfaction personnelle qu'il ait pu regagner la confiance des électeurs à ce moment-là, après l'échec de 74.

[Elena Danescu] J'aimerais vous demander d'abord quels étaient les rapports entre Pierre Werner et Jacques Santer avant et après cette succession à la tête du gouvernement et comment Pierre Werner a préparé cette succession?

[René Steichen] De l'extérieur – moi, je n'étais pas dans une relation aussi étroite avec ces deux hommes à l'époque, puisque comme je vous l'ai dit, j'étais député, je n'étais pas au gouvernement – mais on sentait quand même toujours qu'il y avait une bonne entente entre eux et que Pierre Werner a préparé sa succession en ce sens également qu'à un certain moment – je crois que c'était en 79 – Jacques Santer est devenu ministre des Finances également. Donc c'était le poste le plus important, et celui auquel en tout cas Pierre Werner attribuait le plus d'importance, que cela s'est déjà senti donc qu'il y aurait une succession dans la personne de Jacques Santer. Jean-Claude Juncker était à un poste très favorable pour lui à ce moment-là, puisqu'il était secrétaire de la fraction de la Chambre. Donc il était..., il participait à toutes les délibérations, donc c'est par son travail, également par ses connaissances qu'il a été choisi comme secrétaire d'État, je pense.

[Elena Danescu] À l'époque, avez-vous souvenir des réactions internes et internationales au départ de Pierre Werner de la vie politique?

[René Steichen] Non, ça je ne saurais vous répondre, mais en tout cas, il a annoncé à un congrès – je ne sais plus où c'était, je crois que c'était à Howald quelque part – il a annoncé son départ. Donc ça a fait effectivement l'effet d'une bombe, mais ceux qui le connaissaient d'un peu plus près comprenaient tout à fait sa décision.

[Elena Danescu] Vous-même, en tant que ministre des Affaires culturelles, vous créez en 1993 le prix Pierre Werner. Quelles étaient vos principales motivations de l'époque et comment cette initiative a été accueillie?

[René Steichen] Pour répondre à la dernière question, je ne sais pas cette initiative. Je crois que c'est en relation avec le prix de Raville...

[Elena Danescu] Oui, oui, accordé tous les deux ans [...]

[René Steichen] Je crois que ça a été bien accueilli, parce que les artistes aiment bien qu'il y ait un nouveau prix. Et la motivation, c'est tout simplement parce qu'il était intéressé par les affaires culturelles, qu'il avait été ministre de la Culture et c'est pour ça qu'on a créé ce prix à son nom.

[Elena Danescu] Quand il était ministre de la Culture dans son dernier mandat politique, il veillait aussi à l'élaboration de la loi linguistique, qui représente un élément d'identité nationale luxembourgeoise. Pourriez-vous nous donner quelques éléments de la conception sur l'identité nationale que vous avez pu déceler chez Pierre Werner et aussi chez les Premiers ministres avec lesquels vous avez travaillé?

[René Steichen] J'étais député lorsque cette loi a été votée. En quelle année?

[Elena Danescu] En 84.

[René Steichen] 1984, donc c'était juste avant les élections. Mais je crois que la motivation, c'était surtout..., la langue c'est le lien qui a uni les Luxembourgeois. Vous voyez ce qui se passe en Belgique, il y a deux langues. Et c'est également une suite du sentiment d'identité nationale qu'il y a eu après les festivités de l'indépendance – non, ça c'était plus tard –, et c'est surtout le fait que la langue a été le lien qui a uni les Luxembourgeois pendant la guerre, pendant la Deuxième Guerre mondiale.

[Elena Danescu] Donc c'est toujours une réaction par rapport au souvenir douloureux de la guerre.

[René Steichen] Oui, je crois bien. Je crois qu'il y a toujours... – vous verrez Lex Roth, il va vous parler beaucoup de la langue luxembourgeoise – mais je crois que c'est un élément essentiel de notre identité nationale. Il faut effectivement veiller à ce qu'elle se conserve puisqu'on a la plus grande immigration européenne; donc la langue est en danger permanent de ce fait-là. Mais je suis quand même assez optimiste, parce que je vois quand même, le plus d'immigrants qu'on a, c'est des Portugais, mais la deuxième génération parle le luxembourgeois comme nous.

[Elena Danescu] Par rapport à la préservation de l'identité, est-ce qu'il était question dans les gouvernements où vous avez activé de promouvoir le luxembourgeois en tant que langue officielle des Communautés de l'Union?

[René Steichen] Non, pas vraiment. Il faut quand même..., il y a déjà beaucoup trop de langues en Europe et je crois qu'on n'aurait jamais eu de chance d'avoir le luxembourgeois comme langue officielle.

[Elena Danescu] Mais c'est tout aussi légitime que le maltais ou le gaélique.

[René Steichen] Oui, bien sûr. Le gaélique..., oui c'est également..., mais il y a plus d'Irlandais que de Luxembourgeois. Il faut quand même..., comme je l'ai dit, il y a trop de... Nous, on est quand même au centre de l'Europe et on a par tradition, on a une connaissance des langues des pays qui nous entourent, alors que l'Irlande, c'est un peu à l'écart et tout ça, bon. Il y a de ces motivations qu'on peut discuter, mais je crois qu'il n'y a jamais vraiment eu de vellétés d'avoir eu le luxembourgeois comme langue officielle de la Communauté. Moi, je présume que... et d'ailleurs, dans la pratique, c'est comme ça, il n'y a quand même que trois ou quatre langues qui sont... et vous le voyez également lorsqu'il y a des traductions qui sont faites, il y en a toujours deux ou trois qui sont utilisées et puis quelques mois après ou quelques semaines après, c'est traduit dans les autres, mais... c'est pour satisfaire aux textes.

2. La relance de la politique de recherche au Luxembourg

[Elena Danescu] De 84 à 89, vous êtes secrétaire d'État à l'Agriculture et à la viticulture. Dans la législature suivante, vous devenez ministre en charge des mêmes domaines, auxquels se rajoutent les affaires culturelles et la recherche scientifique. Pourriez-vous nous expliquer quelle était la motivation d'élargissement du domaine des affaires culturelles à la recherche scientifique?

[René Steichen] La motivation, c'était tout simplement parce qu'il y avait eu l'impression que la recherche avait été un peu négligée dans la législature précédente où elle était rattachée à l'éducation nationale. Je crois que ça, c'était la motivation toute simple.

[Elena Danescu] Et ça s'inscrivait aussi dans les grandes lignes stratégiques du développement du pays dans la perspective du marché unique...

[René Steichen] Oui, bien sûr, le sentiment était justement, comme je l'ai dit, que la recherche ici au Luxembourg était négligée, qu'il fallait faire plus de recherche pour ne pas rater le coche, comme on dit. C'est d'ailleurs à cette époque-là qu'il y a eu également création de plusieurs centres de recherche publics, le centre de recherche Tudor – qu'est-ce qu'il y a encore?...

[Elena Danescu] Lippmann.

[René Steichen] Lippmann, oui, je crois qu'il y en a un troisième, la Santé, je crois.

[Elena Danescu] Oui.

[René Steichen] Vous savez comment fonctionnent les marchés agricoles pour les produits de base, la

viande, le lait et tout ça. Donc la communauté achète les excédents à un certain prix, un prix qui est un prix très bas, et le vin également; c'est un dossier perpétuel où la Communauté achète les surplus à des prix effectivement très bas, mais qui étaient intéressants ou non pour certains pays. Il y avait par exemple en Italie..., il y a des régions qui ne produisaient que pour les réserves. Là, on transformait le vin en alcool, puis on stockait l'alcool, ça coûtait des sommes énormes à la Communauté, et c'est finalement en 92 qu'il y a eu la réforme qu'on appelait Mac Sharry, du nom du commissaire de l'époque, qui a fait en sorte que les excédents diminuent peu à peu pour disparaître. C'était en sorte des réunions de famille, le Conseil agricole, puisqu'il y avait des réunions tous les mois, qui duraient deux jours, normalement deux jours. Et on était toujours très près les uns des autres, on discutait entre nous. Donc il n'y avait pas de personnalités, comment dire, qui dominaient les autres. Donc on essayait toujours de trouver des compromis. Je ne sais pas, les ministres..., si vous me dites les noms, je peux vous dire, je me rappelle qu'il y avait Rocard à l'époque, Français, qui a fait un passage...

[Elena Danescu] ...vos souvenirs de tensions plus aiguës en ce moment où tous étaient comme dans les familles, trouver une solution à la fin.

[René Steichen] Non, il n'y avait pas de tensions vraiment, il n'y avait jamais de crises. Il y avait une fois, je me rappelle, il y avait le ministre allemand Fischler, qui avait fait une opposition formelle, qui invoquait un droit de veto, un soi-disant droit de veto; c'était..., je ne sais pas si vous avez été coutumier de ce compromis de Luxembourg. Donc il l'avait évoqué une fois, mais ça avait duré assez peu; je crois que ça avait duré un mois et puis à nouveau il y a eu un accord. Je me souviens par contre d'une très bonne entente au Conseil Recherche. C'était une époque où on devait adopter un plan quinquennal pour la recherche. Je ne me souviens plus, c'était le troisième ou le quatrième. En tout cas, nous, on était de nouveau entre..., on n'avait pas de..., comment dire, d'intérêt énorme dans la recherche, mais on essayait quand même de concilier tous les partis et je me souviens bien que c'était juste après ou avant..., c'était avant Maastricht, donc c'était en 91. Donc c'était juste avant Maastricht. Et je me souviens que j'ai pu réussir à avoir un accord en tant que président de ce conseil Recherche, avec l'aide de deux ministres qui étaient le ministre d'une part français, Hubert Curien, et d'un autre côté allemand, Heinz Riesenhuber. C'étaient les deux ministres qui m'ont beaucoup aidé à ce qu'il y ait un compromis, parce qu'eux, ils s'entendaient et que moi, j'ai fait le pèlerinage d'aller à Bonn et à Paris pour mettre les choses au point. Et c'est finalement grâce à ces deux ministres qu'on a réussi à avoir un accord parce que le compromis était très difficile et qu'après, lorsqu'il y a eu un compromis au Conseil des ministres, on a eu une bataille très rude au Parlement européen, parce que les parlementaires, et surtout ceux de la Commission Recherche, voulaient faire en sorte que la procédure se déroule d'après les règles qui avaient été arrêtées plus tard par le traité de Maastricht. Alors, ils essayaient par ce biais d'avoir des droits qu'ils n'avaient pas en fait. Mais là encore, on a réussi à avoir l'accord du Parlement européen pour faire passer ce plan quinquennal.

3. La réforme de l'agriculture luxembourgeoise (1984-1992)

[Elena Danescu] Comme ministre de l'Agriculture titulaire de ce domaine, vous vous battez beaucoup pour la loi promouvant le développement de l'agriculture et cette loi a vu le jour, et ce en

pleine réforme de la politique agricole commune. Eu égard à la spécificité de l'agriculture luxembourgeoise, quels étaient les principaux enjeux pour le Grand-Duché dans le contexte communautaire?

[René Steichen] Mais, je pense, si je m'en souviens bien, que la loi, ou plutôt la directive promouvant le développement de l'agriculture – donc la directive européenne – était déjà en place; donc c'était déjà à l'époque de 74 à 79 – je crois que c'était la directive Mansholt – le fameux plan Mansholt qui avait été mis en place à l'échelle de l'Union européenne et qu'à l'époque il y avait une opposition farouche de la centrale paysanne à ce que ce plan soit mis en œuvre au Luxembourg, parce que la centrale paysanne, c'était... – je ne sais pas si vous avez lu l'histoire de la centrale paysanne – c'était un syndicat très puissant par le fait qu'il y avait un certain nombre d'adhérents, et forcément par la modernisation de l'agriculture, les agriculteurs devenaient moins nombreux. Donc la centrale paysanne a toujours su faire pression sur le gouvernement pour que l'on aide les agriculteurs pour rien, simplement pour leur garantir un revenu décent, comme on dit, et qui ne s'opposait pas pour cela à ce qu'il y ait des structures plus modernes qui auraient permis à l'agriculteur de vivre mieux, d'avoir plus de revenus. C'était justement là le but de la directive et que le gouvernement précédent, le dernier gouvernement Werner – c'était à l'époque 74-79 – n'arrivait pas..., et je crois que là le Parti chrétien-social a fait une erreur en ce sens qu'il a aidé la centrale paysanne pour des raisons électorales, vous savez comment ça fonctionne et que le gouvernement libéral-socialiste à l'époque n'arrivait pas à mettre en œuvre cette réforme européenne et c'est pour cela qu'il fallait le faire. On avait beaucoup de retard pour le faire, et c'est pour cela également que nous avons été pris de court ici au Luxembourg par les décisions concernant les quotas laitiers. Le lait est la ressource principale de l'agriculture luxembourgeoise. Je ne sais pas les chiffres exacts maintenant, mais on produit à peu près quatre fois plus qu'on ne consomme au Luxembourg de lait. Donc on était obligé d'exporter respectivement, de faire en sorte qu'on ait des produits qu'on pouvait exporter, vendre à l'étranger. Or la centrale paysanne a toujours raisonné: «Mais on a assez de lait, on n'a pas besoin d'exporter», alors qu'il y avait le grand marché européen, dans tout ça. Et puis, lorsque les quotas laitiers ont été introduits – c'était en 82 je crois – on a été pris de court, les fermes n'étaient pas modernisées, elles n'avaient pas assez de quotas et c'est pour cela qu'on s'est battus pendant des années contre la centrale paysanne également pour faire en sorte une répartition, comment dire, la plus juste possible des quotas laitiers, alors que les agriculteurs à ce moment-là voyaient qu'ils avaient été pris de court également, que leurs fermes n'avaient pas été modernisées et qu'ils auraient pu produire beaucoup plus si la loi – ou plutôt la directive Mansholt – avait été mise en place à Luxembourg également quelques années plus tôt.

[Elena Danescu] Et comment avez-vous rattrapé ce retard, vous personnellement comme titulaire du domaine?

[René Steichen] Comment dire, rattraper, c'est beaucoup dire, mais comme je l'ai dit, on avait un certain montant de quotas disponibles qu'il fallait répartir entre les producteurs. Il y en avait qui... – la directive Mansholt avait été mise en place avant qu'on ne vienne à l'agriculture en quatre-vingt... Marc Fischbach et moi-même en 84, mais la modernisation n'avait pas été faite correctement ou plutôt, disons, comme dans les autres pays, comme aux Pays-Bas ou je ne sais pas, comme en France

ou... Et c'est pour cela que le dossier agricole a été un dossier très..., comment dire, très chaud à cette époque-là.

[Elena Danescu] À cette époque-là, et notamment en 1986, l'Espagne et le Portugal adhèrent aux Communautés; il s'agit de deux grands pays avec un potentiel agricole et viticole considérable. Gardez-vous des souvenirs sur les débats liés à ces adhésions et les éventuelles tensions supplémentaires que ces adhésions auraient pu introduire au niveau agricole pour le Luxembourg?

[René Steichen] Pour le Luxembourg, pas tellement. Nous, on a été..., on avait la présidence européenne le deuxième semestre 1985. Je me rappelle que Marc Fischbach, qui en fait avait été le ministre de l'Agriculture en titre, mais qui avait d'autres portefeuilles – il a présidé le conseil agricole, donc lui, il s'occupait toujours surtout des dossiers européens –, moi j'étais porte-parole luxembourgeois pendant ces conseils, mais je ne me souviens pas de très grosses tensions dans l'agriculture, sauf pour les fruits et légumes. Je me rappelle, là, il y avait beaucoup de pressions également de ces pays pour exporter évidemment dans le marché commun les [fruits] (produits) agricoles, je ne sais pas si vous vous souvenez des camions transportant des fraises qui avaient été renversées dans le sud de la France et tout ça. Moi, je me souviens surtout des tensions qu'il y a eues pour la pêche. Donc ça faisait partie du conseil agricole – à l'époque, moi, je présidais le Conseil Pêche –, et là on a eu à Noël, vers Noël, avant Noël, on avait eu un conseil très très laborieux qui a duré trois nuits, je crois, trois jours et trois nuits, où c'était..., où on discutait des quotas. Moi, j'avais choisi d'aborder ce conseil sous deux angles; d'abord, régler les problèmes entre nous, entre les pays – donc je crois qu'il y en avait dix à l'époque, oui, dix, on avait réglé les quotas de façon normale, je dirais –, et puis il y a eu la négociation pour l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, et c'était surtout l'Espagne qui faisait problème, parce qu'il faut vous dire que l'Espagne consomme autant de poisson que tous les autres réunis. Donc toute la consommation de poisson de l'Europe, c'est – à l'époque – 50 % l'Espagne et 50 % pour les grands autres pays. C'est vous dire de quel intérêt il s'agissait ici pour l'Espagne, et c'est pour cela que cela a duré un peu, le conseil, mais on a finalement réussi à avoir un accord après, comme je vous l'ai dit, après nos trois nuits de négociations.

[Elena Danescu] C'est toujours cette vocation de compromis que le Luxembourg exerce à plusieurs reprises.

[René Steichen] Oui, on a réussi, comment dire, par l'usure en quelque sorte.

[Elena Danescu] Quelles étaient les forces les plus radicales en place qui s'opposaient?

[René Steichen] Les forces les plus radicales, mais c'était l'Espagne évidemment qui voulait toujours plus, et puis les autres nations qui consomment un peu de poisson, c'était la France, l'Angleterre, l'Irlande. Donc, pratiquement tous les autres pays. Mais c'étaient deux camps, quoi.

[Elena Danescu] Mis à part les tensions dans le dossier de la pêche, quels autres dossiers prioritaires avez-vous traité en tant que président du Conseil Agriculture et Pêche durant ces deux présidences?

[René Steichen] Durant ces deux présidences, il y avait... évidemment la question du lait était toujours à l'ordre du jour. C'était surtout les dossiers où il y avait des excédents; il y avait le lait surtout, il y avait..., à l'époque, il y avait des montagnes également de blé, de viande bovine. Donc, dans pratiquement tous les dossiers, il y avait des excédents qu'il fallait gérer tant bien que mal, à l'époque du traité de Maastricht, où les Luxembourgeois avaient préparé le traité. Ils avaient préparé le traité, et je crois qu'ils l'avaient bien préparé, parce qu'en fait, après c'était la présidence néerlandaise qui a voulu le reprendre sur de toutes nouvelles bases, mais qui, en fin de compte, a adopté le projet luxembourgeois, qui a fait passer le projet luxembourgeois. Donc on avait bien préparé les choses. Mais ça, je l'ai vécu en tant que membre du gouvernement. Oui, on en parlait beaucoup, à l'époque, entre nous, et au Conseil des ministres, oui. À l'époque, il y avait deux fonctionnaires, hauts fonctionnaires qui avaient joué un très grand rôle dans l'élaboration de ce traité. C'était surtout Jos Weyland qui était à l'époque représentant permanent de Luxembourg et Jim Clos, qui était après mon chef de cabinet.

[Elena Danescu] Monsieur Weyland, il a aussi été interviewé au sujet du traité...

[René Steichen] Oui, mais c'est lui qui a joué un très grand rôle, je crois, à l'époque, pour la mise..., pour faire ce projet de traité de Maastricht.

4. L'action de René Steichen à la Commission européenne (1992-1995)

[Elena Danescu] Le 9 décembre 1992, avec un bilan remarquable dans vos domaines de responsabilité, vous quittez pourtant le gouvernement luxembourgeois, mais pour rejoindre la Commission européenne. Dans quelles circonstances votre nomination à la Commission européenne s'est opérée, et connaissez-vous précisément les raisons invoquées par le gouvernement luxembourgeois pour proposer votre candidature?

[René Steichen] Il y avait le commissaire Dondelinger à l'époque. Moi, je devais, ou plutôt celui qui devait aller à Bruxelles, il devait... on lui avait dit qu'il pourrait..., à l'époque, il y avait le traité de Maastricht en place, donc là, dans le traité de Maastricht, il y a une époque de deux ans qui était prévue pour la Commission. Pourquoi deux ans alors que normalement, c'était quatre ans? C'était tout simplement pour faire en sorte que la période de la Commission et la période du Parlement s'équivalent, donc commencent en même temps. Donc cela s'est passé depuis lors. Donc normalement, le commissaire luxembourgeois, qui devait partir à Bruxelles, était nommé pour au moins sept ans. Vous savez après que ça ne s'est pas passé comme ça, parce qu'il y a eu Jacques Santer qui a été désigné comme président et qu'il n'y avait qu'un seul Luxembourgeois à la Commission, mais je pense qu'à l'époque – donc c'était Mac Sharry qui partait comme commissaire à

l'agriculture et que Jacques Delors cherchait un commissaire pour l'agriculture, je crois que c'est un peu... je ne sais pas si c'est comme ça, mais à mon avis, il a exprimé le désir qu'il y ait quelqu'un qui puisse reprendre le dossier agricole, puisqu'il n'y avait personne d'autre dans les autres nominations qui auraient pu le faire. Moi, j'étais au conseil agricole depuis huit ans, donc j'étais en quelque sorte le plus ancien...

[Elena Danescu] ...le doyen...

[René Steichen] Et c'est pour cela peut-être qu'il a exprimé ce désir que moi, j'étais..., qu'on m'a demandé de..., moi, je l'ai accepté parce qu'il me semble..., le commissaire à l'agriculture a un rôle – à l'époque du moins –, il avait un rôle assez important à jouer en ce sens qu'il gérait la moitié du [budget agricole], du budget de la Commission, et que d'un autre côté, la politique agricole était la seule, pratiquement la seule politique commune qui existait à l'époque du moins, et que j'ai vu effectivement que le commissaire de l'agriculture avait un rôle prépondérant à jouer pour le Conseil européen. Et moi, d'un autre côté, pour des raisons..., j'ai évidemment demandé l'avis de ma famille. Mon épouse était très enchantée de pouvoir aller à Bruxelles.

[Elena Danescu] Vous entrez dans la Commission Delors III. Quelle était l'atmosphère au sein du collège?

[René Steichen] L'atmosphère..., moi, je dirais que l'atmosphère n'était pas mauvaise. S'il y avait évidemment...

[Elena Danescu] C'était une commission très dynamique.

[René Steichen] Oui, oui. C'était effectivement la dernière période de Jacques Delors, mais il y a eu quand même des moments assez importants comme la négociation du GATT. Non, c'était une atmosphère..., comment dire, on se rencontrait tous les mercredis pour la réunion hebdomadaire et je ne crois pas qu'il y ait beaucoup de points très litigieux.

[Elena Danescu] Au sujet de Jacques Delors, quelle impression vous a laissé sa personnalité et ses méthodes de travail?

[René Steichen] J'ai un très bon souvenir de Jacques Delors. D'ailleurs, j'ai toujours un bon contact avec lui aujourd'hui encore. C'est un homme très affable qui n'était pas tellement autoritaire. Donc, c'était le chef effectivement, mais il remplissait très bien son rôle, je trouvais. Il arrivait toujours à concilier les points de vue, il me rappelait toujours un peu Pierre Werner. C'était un peu le même type, qui savait...

[Elena Danescu] ...rassembleur, fédérateur...

[René Steichen] Il savait écouter, et puis faire une synthèse. Oui.

[Elena Danescu] Vous assumez vos fonctions européennes presque en même temps que l'entrée en vigueur du marché unique. La réforme de la Politique agricole commune bat son plein. Quels étaient les dossiers les plus brûlants de l'époque et comment les avez-vous fait évoluer?

[René Steichen] Mais mon travail principal, c'était de mettre en œuvre la politique, la réforme Mac Sharry. Donc on avait pris les décisions justement l'année où je rejoignais la Commission. Donc il y avait à peine quelques mois que la réforme avait été décidée et c'était à moi, à cette époque-là, à mettre en œuvre cette réforme. Ça, c'était le travail principal. Et puis, il y avait encore quelques dossiers, comment dire, un peu chauds; il y avait la banane, la réforme des régimes de bananes; c'était un dossier assez particulier en ce sens qu'il fallait faire un règlement commun, communautaire pour la banane, pour la très simple raison que 25 % des bananes consommées en Europe étaient produites en Europe, en Crète, je ne sais pas où, dans les îles espagnoles, dans les départements d'outre-mer français, en Guadeloupe, Martinique. Il fallait faire une règle commune qui, évidemment, ne plaisait pas aux producteurs extérieurs de la Communauté. Il y avait également le dossier du vin qui évoluait mal en ce sens qu'il y avait de plus en plus de surplus, de plus en plus de stocks de vin. Il fallait payer trois ou quatre fois le vin; d'abord, on achetait les surplus, puis après on transformait les surplus en alcool, puis les surplus d'alcool étaient stockés; ça coûtait quelque chose et puis ils étaient vendus aux enchères en quelque sorte. Pour s'en défaire, c'était assez burlesque. Je crois que c'était surtout les Jamaïcains qui achetaient l'alcool et puis qui le transformaient en une sorte d'essence qu'ils vendaient aux États-Unis. C'était complètement loufoque cette procédure, et qui coûtait énormément d'argent. Et c'est pour cela que j'avais entamé également une réforme du marché du vin que je n'ai pas pu mettre à bonne fin parce que..., qui était la Commission, mais qui a été reprise par mon successeur, monsieur Fischler à l'époque.

[Elena Danescu] Quels étaient les moments de plus grande tension que vous avez vécus en tant que commissaire à l'agriculture?

[René Steichen] C'était...oh je n'ai pas vécu de moments de très grandes tensions, mais... les moments, comment dire, les plus spectaculaires, c'était la fin de la négociation du GATT. Donc là, il y avait une énorme tension évidemment internationale, il y avait des négociations avec mon homologue américain, mais ça a bien marché en fin de compte. Je crois que c'est le dernier compromis qu'il y a eu au GATT, depuis lors, en 94, donc ça fait maintenant plus de quinze ans qu'il y a eu un accord au GATT. Toutes les autres tentatives depuis lors ont échoué, à Doha, je ne sais pas où c'était au Canada. Donc ça devient de plus en plus difficile avec je ne sais pas combien, 150 pays, de trouver des compromis. C'était comme pour l'environnement, mais au GATT, l'affaire s'est bien enclenchée du moment qu'il y a eu un accord entre l'Europe et les États-Unis, qui étaient les principaux producteurs et principaux exportateurs de produits agricoles. Et maintenant, il y a depuis lors, il y a eu les États émergents qui produisent également beaucoup de produits agricoles, qui veulent avoir leur mot à dire,

le Brésil, la Chine. Moi, à la fin de mon mandat, j'ai également fait une tournée en Amérique du Sud pour voir avec ces pays-là comment ils voyaient le développement de leurs exportations agricoles, parce que là encore, ce sont des choses qu'ils ne savent pas tellement bien. Les pays d'Amérique du Sud exportent le plus de produits, de nourriture animale pour les bovins européens. Donc là également, il y avait des problèmes à voir avec eux. C'est de nouveau un de ces sujets qui sont toujours évoqués par les verts, donc l'abattage des bois exotiques pour faire du soja ou je ne sais pas quoi. Donc c'était... les exportations agricoles de l'Amérique du Sud via l'Europe sont beaucoup plus importantes que les exportations européennes vers ces pays. En tout.

[Elena Danescu] Lors de votre départ de la Commission européenne, c'est Jacques Santer qui est désigné président. Pouvez-vous nous dire les circonstances et éventuellement les tractations qui étaient derrière cette présidence?

[René Steichen] Sur qui est devenu président? Oui, mais en fait, ce n'était pas prévu qu'il devienne président. C'est parce que justement, avant Delors, il y avait Gaston Thorn qui était président et ce n'était pas habituel qu'il y ait une succession de présidents d'un seul pays. Mais, en fait, la raison pour laquelle il est devenu président, c'est que celui qui était prévu de devenir président, c'était Jean-Luc Dehaene, le Premier ministre belge, qui était un pro-européen; donc il était très actif. Il l'est toujours d'ailleurs au niveau européen et à l'époque où il devait être désigné comme président, il y avait la présidence grecque et le Premier ministre grec qui était le père de l'actuel président du gouvernement de Papandréou. Donc il était moribond, donc il était très malade, il faisait... moi, je me rappelle, on était à Athènes avec la Commission pour le premier jour de sa présidence, c'était en janvier 94, oui, il était déjà très mal en point et d'ailleurs comme Melina Mercouri – à l'époque également, elle était ministre de la Culture, elle était moribonde également. Donc il y en a un troisième qui était très malade également. Je ne me rappelle plus son nom. Donc c'était un gouvernement très faible et surtout le Premier ministre n'a rien entrepris pour qu'il y ait au Conseil européen qui était en juin, je crois, [qu'il y ait] un consensus sur un nom. Donc normalement, un président fait la tournée des capitales avant un Conseil européen, surtout un Conseil où il fallait prendre des décisions aussi importantes que de désigner un président de la Commission. Il n'a rien fait, il a laissé venir les choses. Je crois que c'était à Corfou qu'il y avait le sommet, et puis les Anglais, ils ont opposé un veto contre Jean-Luc Dehaene parce qu'ils craignaient qu'il soit un président trop fort, trop pro-européen, alors qu'eux, ils sont plutôt négatifs vis-à-vis de l'Europe, et puis ils n'ont pas pu tomber d'accord sur le nom d'un président. Puis la présidence grecque était terminée, c'était la présidence allemande qui lui a succédé à partir du 1^{er} juillet et Helmut Kohl a cherché un nouveau président puisque Dehaene ne pouvait pas passer. Et puis, lui, il a fait du sien et puis finalement, les Anglais ont pu être ralliés sur le nom de Jacques Santer. Je me rappelle à l'époque, il y avait un secrétaire d'État qui était venu à Luxembourg pour lui faire faire des déclarations sur la *liberty of trade* et tout ça. Donc... parce qu'il voulait qu'il fasse des déclarations publiques dans ce genre et puis finalement il a été élu par le Conseil européen comme président. Ça s'est fait comme ça.

[Elena Danescu] Je crois que c'était une situation un peu spéciale au plan interne luxembourgeois puisque les élections avaient lieu, le parti avait gagné, Jacques Santer était désigné comme Premier

ministre formateur du gouvernement et il y a même la prestation de serment devant le Grand-Duc qui était programmée à l'époque.

[René Steichen] Ça, je ne me souviens plus.

[Elena Danescu] Donc cette nomination a créé pas mal de...

[René Steichen] ...de surprises également, oui.

[Elena Danescu] ...de surprises et soucis au niveau protocolaire.

[René Steichen] Lui-même ne s'y attendait pas. C'est pour ça que c'était assez incongru. Moi, je ne me souviens pas de ce qui se passait ici au Grand-Duché, mais à Bruxelles... Donc, il était également question d'un autre président éventuel, c'était le Premier ministre néerlandais Lubbers. Et puis finalement Lubbers n'a pas été désigné parce qu'il avait fait des remarques un peu désobligeantes vis-à-vis de Kohl pour ce qui est des Allemands et leur rôle pendant la guerre vis-à-vis des Pays-Bas. Et donc Kohl était complètement opposé à Lubbers alors que lui était candidat également pour être président de la Commission.

5. La création de la Société européenne des satellites et la diversification de l'économie luxembourgeoise

[Elena Danescu] À la fin de votre mandat européen, vous revenez au Grand-Duché et vous intégrez un projet d'envergure mondiale, la Société Européenne des Satellites. Il s'agit d'un autre projet que Pierre Werner a mis sur les rails et auquel vous serez amené à être étroitement associé. Comment avez-vous choisi vous-même précisément ce projet à votre retour au pays et comment la collaboration avec Pierre Werner s'est enclenchée à la S.E.S.?

[René Steichen] Moi, mon premier contact avec ce projet, ça a été le jour de la mise en place du gouvernement Santer dont je faisais partie, donc c'était en...

[Elena Danescu] ...84...

[René Steichen] ...84, en juillet 84, et le jour même de notre assermentation, Jacques Santer avait invité chez lui à la maison les ministres de son parti pour discuter de ce projet qui était pratiquement à l'arrêt. Je ne sais pas si vous vous souvenez, Pierre Werner avait lancé le projet sur la proposition d'Adrien Meisch qui était ambassadeur à l'époque aux États-Unis. Il avait eu des contacts avec Whitehead. À la fin du compte, il avait donné une licence à Whitehead pour mettre au point, pour

créer une société qui n'a pas vu le jour, parce que d'après ce que je sais, Whitehead était trop gourmand pour avoir un quart du capital dans cette société pour rien, pour son savoir, pour son... Il n'avait pas trouvé d'investisseurs, assez d'investisseurs pour mettre les 75 pour cent d'argent qu'il fallait, les autres 75 pour cent du capital qui représentaient donc la somme qu'il fallait pour le premier satellite. Et puis, le projet avait pratiquement échoué donc lorsque... et puis, je savais, je sais encore qu'à l'époque, à la chambre des députés les socialistes avaient tempêté contre ce projet qu'on appelait un satellite Coca-Cola ou je ne sais pas quoi d'autre. Donc lorsque le gouvernement Santer a commencé, a été mis en place, il était devant rien pratiquement et puis il fallait..., donc la question était de savoir: «Est-ce qu'on arrête, est-ce qu'on prend un nouvel élan?» Et puis à la fin de notre réunion, donc le premier jour du gouvernement, on a décidé qu'on allait aller de l'avant. Donc ça c'était mon premier contact avec le projet.

[Elena Danescu] Et savez-vous la source des capitaux qui ont constitué finalement la source de financement, qui a constitué finalement le capital de la S.E.S.?

[René Steichen] Oui, là c'était très simple. Donc il n'y avait plus Whitehead. Whitehead avait été dédommagé pour les frais qu'il avait exposés pour le lancement de sa société qui n'a finalement pas vu le jour. Il avait également reçu des parts de fondateur dans la nouvelle société. Donc tout ça, ça faisait partie d'un contrat avec lequel j'ai eu à batailler un an plus tard, mais Jacques Santer ou le gouvernement a très simplement mis de l'argent lui-même et puis il a demandé à toutes les banques de la place de mettre de l'argent. Donc il y avait la Caisse d'épargne, évidemment ça c'était facile – non, la Caisse d'épargne, en fait, c'était les deux, donc il y avait deux parties, je crois que... je ne sais plus combien il y en avait au début, mais c'était 8 %, je crois, la Caisse d'épargne et puis la S.E.S. 8 %. Le gouvernement avait reçu un double droit de vote ou plutôt pour leur action, il y avait..., leur action c'était 16,6 % du capital – actuellement, c'est comme ça en tout cas, mais je crois que ça a un peu changé, et puis 33 % de droit de vote. Et le reste du capital a été apporté donc par les banques de la place, surtout par les banques de la place. Il y avait Deutsche Bank, Dresdner Bank, la Banque Générale, il y avait la BIL. Toutes ces banques-là ont apporté pratiquement 10 % et puis il y avait encore des investisseurs étrangers. En tout cas, la somme nécessaire a été rassemblée, le capital a vu le jour et puis on pouvait commander des satellites ou un satellite de réserve.

[Elena Danescu] Ce projet avait-il une dimension européenne aussi ou ça faisait partie seulement de la diversification économique luxembourgeoise?

[René Steichen] C'était surtout la diversification économique luxembourgeoise, oui. Mais vous savez sûrement également comment on a été attaqué de toutes parts pour ce projet, qui finalement s'est révélé être le bon parce qu'il y avait un projet français et un projet allemand, qui se basait sur des satellites de haute puissance, qui n'avaient chacun, je crois, que six canaux, alors que nous, on en avait seize avec un satellite de moyenne puissance. Donc c'était une technologie qui était un peu dépassée. Là, Whitehead nous avait apporté la technologie américaine ou une technologie américaine qui avait été mise à l'épreuve; aux États-Unis, je crois que c'était la société PanAmSat qui avait lancé les premiers satellites de ce genre, de cette génération, et que d'un autre côté Pierre Werner avait donc, avant de concevoir le projet de Coronet – le projet de Whitehead –, il avait proposé à la CLT ou

plutôt à RTL d'avoir la licence pour un satellite. Alors eux, ils ne voulaient pas, ou plutôt ils avaient été mis sous pression par les administrateurs étrangers et surtout français – puisqu'à l'époque le capital de la CLT était surtout français –, d'avoir un strapontin sur le satellite français TDF, donc, et puis, lorsque le satellite luxembourgeois a été mis sur orbite, les Français faisaient des démarches diplomatiques innombrables pour nous dissuader de lancer ce projet. Je me rappelle encore à l'époque que le premier mois du gouvernement, il y avait toujours un secrétaire d'État français Georges Fillioud qui venait au Luxembourg faire du lobbying contre le satellite. Toutes les semaines, il était là, donc c'était assez spectaculaire de leur part.

[Elena Danescu] Et comment le gouvernement luxembourgeois a-t-il dénoué aussi cette crise diplomatique ou cette tension entre voisins?

[René Steichen] Ce n'était pas une crise. Les Français voulaient qu'on abandonne nos droits de souverain. Donc il n'y avait aucun droit de mettre la pression, mais nous, on a résisté à la pression, c'est tout. Il n'y avait pas de crise à vrai dire. En fin de compte, ils ont compris qu'on n'allait pas céder et puis ça s'est...

[Elena Danescu] C'est une concurrence d'intérêts.

[René Steichen] Oui, évidemment.

[Elena Danescu] À la S.E.S., vous collaborez avec Pierre Werner qui, à l'époque où vous intégrez la société, est actif au sein de cette société, au niveau du conseil d'administration. Comment ces rapports se poursuivent?

[René Steichen] Mais on a eu de très bons rapports puisqu'on se connaissait, et puis on avait convenu que je resterais administrateur pendant quelques mois et puis qu'il allait prendre sa retraite. Donc là, il avait quatre-vingts ans, donc c'était... Depuis lors, on a introduit une limite d'âge à 72. Donc, je crois que là, il était..., donc ça allait de soi qu'il allait partir. C'est pour ça que je suis resté quelques mois avant pour connaître un peu la société avant que je ne prenne le relais.

[Elena Danescu] Mais de cette période-là date toute la mise sur orbite de la société, si j'ose dire, n'est-ce pas?

[René Steichen] Oui, oui. À l'époque, lorsque j'étais devenu président, je crois qu'il y avait quatre satellites et là il doit y en avoir 42, donc ça s'est bien développé, mais c'était la phase difficile, il n'était pas président au début – je crois qu'il y avait Corneille Bruck qui était président pendant quelques mois –, et puis lui, il est devenu président, je ne sais pas quand mais c'était en...

[Elena Danescu] ...96...

[René Steichen] ...en 96, il est devenu président, oui voilà. Donc il est resté six ans.

[Elena Danescu] Dans un peu plus...

[René Steichen] Moi, je... c'est en fait la première fois que j'étais dans un cercle où il présidait. Donc avant, je n'étais pas au gouvernement lorsqu'il était président du gouvernement. Mais c'est là également, à cet âge-là également qu'il avait gardé toutes ses capacités de conciliateur; il avait un sens de l'écoute qui était admirable et puis... donc il a toujours réussi à avoir des décisions unanimes au conseil de S.E.S. Moi, j'ai également..., après mon retour de Bruxelles, j'ai également travaillé avec lui. Lorsque j'étais commissaire, on m'avait demandé de devenir président des amis du château de Vianden. C'était, comment dire, du fait de mes affinités culturelles – je suis de Diekirch, ma mère était de Vianden –, on m'avait demandé de prendre la succession de Vic Abens – je ne sais pas si vous avez rencontré ce nom-là –, qui était bourgmestre et député européen également. Lorsqu'il est mort, on m'avait demandé de reprendre cette présidence et Pierre Werner était également membre des curateurs du château de Vianden, où c'était le Grand-Duc qui avait la présidence, et moi, en tant que président, je faisais partie également de ce collège des curateurs, et là j'ai côtoyé également Pierre Werner. En fait, la dernière fois que je l'ai vu en pleine possession de ses moyens, c'était la veille du jour où il a eu son accident cérébral. On était au château de Colmar-Berg pour [ce curatoire] (cette curatelle), et le lendemain ou pendant la nuit même, il a eu son accident cérébral. Depuis lors, je l'ai vu encore deux ou trois fois à la clinique. Il aimait beaucoup les gaufres que faisait ma mère. Alors je lui apportais chaque fois des gaufres et il se réjouissait énormément lorsque je lui apportais ces gaufres-là, à la fondation Pescatore où il était.

[Elena Danescu] La société que vous dirigez est devenue le premier distributeur satellitaire mondial. Quels sont ses objectifs et ses ambitions pour l'avenir?

[René Steichen] Mais il y a... notre politique c'est de... vous savez qu'au début – on s'appelle toujours Société Européenne des Satellites – on avait comme zone de couverture l'Europe donc. Mais à un certain moment – c'était fin des années 90 –, on a pris la décision stratégique de nous étendre géographiquement, également techniquement, c'est-à-dire qu'au début, on transmettait des émissions de télévision, mais que peu à peu, avec l'évolution de la technique, on a également fait des liaisons par bandes larges, donc, comment dire, pour relier..., une application pratique, par exemple, c'est mettre en connexion une usine avec toutes ses succursales ou tous ses points de vente. Donc ça, ça peut être fait par satellite et ça, c'est l'avantage du satellite qui est multidirectionnel. Donc il y a toujours une zone de couverture, alors que pour le téléphone ou je ne sais pas quoi, le câble, c'est toujours unidirectionnel. Ça c'est le grand avantage du satellite et c'est pour ça qu'on essaie de pousser toutes les techniques qui permettent au satellite d'avoir la prépondérance sur d'autres techniques.

Ce qu'il y a également chez nous dans notre société, c'est qu'elle rapporte beaucoup d'argent en ce sens qu'on a non pas des monopoles mais qu'on n'est pas très nombreux comme sociétés, comme

opérateurs satellitaires, surtout en Europe et aux États-Unis, et on a la possibilité d'investir beaucoup sans avoir d'autres apports de capital. Donc nous, on a un *cash flow* qui est de l'ordre de pratiquement un milliard d'euros. On distribue évidemment de l'argent aux actionnaires, mais on investit plus de la moitié de ce qu'on gagne, ce qui nous permet d'avoir plus de capacités et de développer également des possibilités de connexion par satellite. Et actuellement, on est deux sociétés à avoir pratiquement un quart du chiffre d'affaires mondial. Il y a encore Eutelsat ici en Europe qui a 18 % et puis encore Telesat Canada qui est une société qui sera vendue probablement dans quelques mois. Donc il y a pratiquement quatre sociétés qui font 80 % ou 75 % de la capacité mondiale.

[Elena Danescu] Quelles sont les ambitions du Luxembourg au niveau des satellites, puisque la société vit sur le territoire luxembourgeois, mais l'identité luxembourgeoise de la société a été beaucoup réduite, diluée?

[René Steichen] ...diluée, oui.

[Elena Danescu] ...ou diluée, oui.

[René Steichen] Non, ça je ne dirais pas parce que l'actionnaire de référence, c'est toujours l'État. L'État avec la Caisse d'épargne et la SNCI, donc c'est l'actionnaire de référence, il n'y a pas d'autre actionnaire qui a notre taille, la taille de l'actionnaire public. Donc on a..., l'influence luxembourgeoise est restée la même. À un certain moment, il y avait General Electric qui nous avait vendu leurs satellites américains. Ils avaient reçu 20 % du capital. Depuis lors, lorsqu'ils ont vu qu'ils ne pouvaient pas rafler le tout, ils ont de nouveau cédé leur part. Donc depuis lors, je crois que le premier actionnaire après l'État n'a pas plus de 5 ou 6 %. Donc il n'y a pas de..., l'influence luxembourgeoise n'a pas diminué, elle n'a pas été diluée, au contraire. Et nous, évidemment, en tant qu'État, l'État luxembourgeois veut garder cette prépondérance pour la très simple raison que si la société était reprise par un autre actionnaire, on pourrait sans aucun problème diluer la société du Luxembourg. Et ce que nous, ce que l'État luxembourgeois espère avec la société des satellites, c'est qu'il y ait des retombées également pour l'implantation d'autres entreprises qui travaillent dans le même domaine, dans le domaine des médias même si c'est indirectement, mais qu'il y ait un pôle de développement autour des médias et autour du satellite.

[Elena Danescu] Je me permettrai de vous poser une question liée à un projet équivalent au niveau signification de la S.E.S. C'est le pavillon maritime.

[René Steichen] Oui.

[Elena Danescu] C'est assez surprenant qu'un pays comme le Luxembourg qui n'a pas de sortie maritime fasse acquérir un pavillon maritime. Pouvez-vous nous donner les motivations de ce projet?

[René Steichen] C'était également un projet pour avoir un..., comment dire, pour qu'il y ait un pôle

de développement autour des flottes, parce qu'en fait, vous savez que les problèmes avec les pavillons maritimes, que ce soit le Nigéria ou le Libéria ou je ne sais pas quoi d'autre, c'est toujours l'insécurité pour le personnel navigant. Et la raison pour laquelle on a eu un peu de succès avec ce pavillon maritime, c'est que les gens avaient plus de sécurité en naviguant sur pavillon luxembourgeois que sur un pavillon exotique.

[Elena Danescu] C'est un autre projet qui a émergé sous le dernier gouvernement Pierre Werner. Il a été repris et concrétisé par le gouvernement Santer. Il y a aussi toute une partie d'économie de niches au niveau des assurances, des cabinets de conseil, des cabinets fiscaux, des cabinets juridiques qui s'est développée tout autour. C'est aussi une modalité de diversification économique.

[René Steichen] Oui, je crois que si certains de ces projets fonctionnent bien, c'est qu'on a réussi à développer autour de ces projets un savoir-faire qu'on ne trouve pas ailleurs, qu'il y a des cabinets qui sont spécialisés dans ces métiers-là et que les gens qui ont recours à ces niches, comme vous dites, savent à quoi s'en tenir et que pour eux, c'est une sécurité et c'est une stabilité.

6. Le rôle du Luxembourg dans la construction européenne

[Elena Danescu] Grâce à ces hommes politiques, le Luxembourg s'est affirmé en tant qu'arbitre européen, notamment par sa politique de présence, par sa pondération et par une disponibilité discrète. Quels commentaires pourriez-vous faire à cela?

[René Steichen] Oui, lui était l'exemple-type de ce genre de personnages. Évidemment, il n'était jamais..., il ne se mettait jamais en avant, donc..., au niveau international, il était conscient de la taille du Luxembourg, mais il savait..., il était également conscient qu'on était entre les deux et qu'on pouvait toujours jouer un rôle de conciliateur. Oui, oui, d'ailleurs, ce n'est pas uniquement dû à Pierre Werner mais c'est dû aux circonstances géographiques et autres du Luxembourg. Ça a été le cas également pour les Premiers ministres d'après, Jacques Santer et Jean-Claude Juncker.

[Elena Danescu] Et comme pour d'autres hommes politiques, vous avez cité les compromis que vous avez pu trouver en tant que président du conseil Agriculture. C'est une formation spécifique des hommes politiques luxembourgeois ou c'est dans leurs gènes?

[René Steichen] Oui. Des fois, il y a des circonstances qui vous aident. Moi, je vous avais parlé tout à l'heure de la pêche. À l'époque, on était le seul pays qui n'avait pas d'accès à la mer, donc on était, à cette époque-là, vraiment la présidence idéale pour concilier les différents points de vue. Donc s'il y avait eu une présidence française, il n'y aurait pas eu de compromis probablement.

[Elena Danescu] Une autre phrase: Pierre Werner a pu compter sur une longévité importante et a

favorisé des longues procédures durant lesquelles le consensus a eu plus de chances d’aboutir. C’était ça sa nature?

[René Steichen] Oui. En politique, des fois, il faut avoir de la patience effectivement. Ça, c’est clair. Donc, on ne peut pas tout avoir en une journée, des fois. Oui, c’est sûr.

[Elena Danescu] Et au niveau de la politique luxembourgeoise, dans laquelle vous êtes très actif, on dit que la politique européenne du Luxembourg est réputée pour son caractère consensuel.

[René Steichen] La politique luxembourgeoise?

[Elena Danescu] La politique européenne...

[René Steichen] Ah, européenne!

[Elena Danescu] ...du Luxembourg est réputée pour son caractère consensuel.

[René Steichen] Oui.

[Elena Danescu] Ça a été toujours le cas?

[René Steichen] Je crois, oui. Je crois et pour la très simple raison que le Luxembourg est dépendant des voisins, de l’extérieur. Il y avait toujours une..., le Luxembourg a toujours cherché à avoir des contacts avec les pays avoisinants; donc vous savez qu’au 19^e siècle, on était membre du *Zollverein*, et ça a duré jusqu’à la Première Guerre mondiale et puis il y a eu évidemment..., puisque l’Allemagne a été vaincue. On ne pouvait plus faire partie d’un ensemble où figurait l’Allemagne, et puis on s’est tourné vers la France qui n’a pas voulu de nous à l’époque – donc c’était dans les années vingt, 1920 – et puis il y a eu l’accord avec la Belgique – l’union belgo-luxembourgeoise –, et puis enfin après la Deuxième Guerre mondiale, ça s’est élargi aux Pays-Bas, puis plus tard, en 1956, la CECA et l’Union européenne après. Donc il y avait toujours ce besoin, je dirais même, ce n’est pas uniquement des circonstances, mais c’est le besoin d’avoir un arrière-pays pour notre économie également. Maintenant, avec les satellites, on essaie également de..., parce qu’un satellite qui couvrirait seulement le Luxembourg ne serait pas rentable.

[Elena Danescu] Monsieur le Président, je vous remercie infiniment de votre temps, de tous les éclairages et souvenirs que vous nous avez livrés aujourd’hui, et si vous souhaitez ajouter quelque chose, je vous laisse le mot de la fin.

[René Steichen] Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de m'exprimer sur cet homme remarquable qu'a été Pierre Werner. Comme je vous l'ai dit, je n'ai pas vraiment travaillé avec lui en politique, mais depuis lors, lorsqu'il a été retiré de la politique, j'ai pu apprécier ses divers talents et son remarquable savoir. Je suis heureux d'avoir contribué à votre travail dans ce sens. Merci.

[Elena Danescu] Je vous remercie infiniment.

[René Steichen] Merci à vous.